

Rassemblement pour dire :

« NON à la farce électorale du régime dictatorial, criminel et sanguinaire de Bachar al-Assad »

Lausanne, mardi 3 juin 2014, à 14h, devant la Cathédrale (porte d'entrée)

Le 15 mars 2011, le peuple syrien est sorti dans la rue pour revendiquer la liberté et la dignité, cela dans la foulée des soulèvements populaires dans la région. Durant quelque six mois des manifestations pacifiques ont eu lieu dans beaucoup de régions de Syrie, du nord au sud et de l'ouest à l'est. La réponse du régime Assad – co-proprétaire du pays – a été de réprimer ces manifestations par ses services de « sécurité », ses milices, son armée. Arrestations et tortures se sont multipliées. Après six mois, une résistance armée a vu le jour, d'abord pour protéger les manifestant·e·s et plus tard pour libérer le pays d'une dictature installée depuis 40 ans. La révolution a progressivement pris le contrôle de près de 50 % des territoires, cela malgré son manque d'armement et de ressources matérielles et financières.

Assad, après avoir perdu beaucoup de soldats de l'armée régulière suite aux désertions, a dû faire appel à des mercenaires étrangers pour renforcer ses forces de répression : le Hezbollah libanais ; l'unité al-Qods, branche des « gardiens de la révolution » d'Iran chargée d'opérations en dehors de l'Iran, et des milliers de « gardiens de la révolution » ; ainsi que des forces militaires issues d'Irak et placées, de fait, sous la protection du gouvernement de Nouri al-Maliki. En outre, la Russie de Poutine a assuré non seulement l'entretien des hélicoptères et des avions de chasse, mais n'a cessé de livrer – jusqu'à maintenant – des quantités d'armes et de munitions. Parallèlement, la Russie utilisait son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU – avec l'appui du gouvernement chinois – en vue de défendre le régime Assad et de renforcer ses intérêts ainsi que son pouvoir de négociation au plan international.

Très rapidement, après mars 2011, Bachar al-Assad a utilisé des islamistes – que son régime avait emprisonnés et réprimés – pour faire diversion. En cela, il continuait sa politique de division confessionnelle qui a toujours été un instrument du pouvoir. Actuellement, les forces djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), ayant les pires traits d'un système ré-

pressif, ont établi avec le régime Assad une sorte de « paix des bourreaux et des cimetières ».

Les révolutionnaires ont demandé une aide matérielle et en armes pour défendre le processus révolutionnaire. Aucune aide d'importance ne leur est parvenue de la part des dites démocraties occidentales. Dans ce contexte, des régimes « pétroliers » et hyper-conservateurs du Golfe, dans leurs propres intérêts géopolitiques et pour transformer cette révolution populaire en guerre confessionnelle, ont appuyé et organisé des forces militaires fondamentalistes qui s'opposent aux objectifs de la révolution et s'attaquent aux révolutionnaires. Ces groupes fondamentalistes ont donné une tonalité islamiste à des secteurs de la lutte militaire contre le régime d'Assad, ce qui a été utilisé par des puissances occidentales pour justifier leur refus d'aide effective aux combattants anti-dictatoriaux.

Le régime Assad a systématiquement utilisé l'aviation et des armes lourdes pour bombarder les régions au centre des protestations, détruisant des quartiers, des villages et des villes entières. Les hôpitaux et les infrastructures médicales sont la cible des attaques, un fait presque sans précédent dans l'histoire. Il n'a pas hésité à utiliser les armes chimiques à al-Ghouta en août dernier, tuant plus de 1'500 civils. Il continue aujourd'hui à utiliser le chlore dans les environs de Hama. Il a assiégé et affamé plusieurs régions pour faire s'agenouiller les révolutionnaires. Il tente même de repeupler des quartiers d'Homs avec des « chiites étrangers » : une politique « démographique » qui s'ajoute à celle du dépeuplement par bombardements.

Tout cela dans le silence assourdissant – qui dure depuis trois ans – de la communauté internationale ! L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a constaté que le régime Assad disposait encore de 8 % du stock relevé des armes chimiques. Pourquoi le régime s'en débarrasserait-il maintenant ? Il sait, par l'expérience, qu'il peut les utiliser, sans trop de risques.



Jusqu'à aujourd'hui, cette répression barbare a eu comme conséquences : plus de 200'000 morts dont plus de 15'000 sous la torture, plus de 500'000 blessés, 350'000 détenus et disparus dont 9'000 enfants détenus, 9 millions (40 % de la population) ont perdu leur logement et sont soit déplacés, soit réfugiés. Le pays est aujourd'hui complètement dévasté par les actions de ce régime dictatorial sanguinaire qui l'a entraîné dans un gouffre !

Malgré cette destruction d'un pays et le crime de masse contre la population, la révolution de la dignité, sous diverses formes, continue. Ce courage et cette volonté doivent être reconnus et soutenus. Or, le régime Assad – qui n'a jamais organisé d'élections démocratiques durant des décennies – prétend organiser une élection présidentielle, avec un candidat, Bachar, et deux pantins. Une farce électorale criminelle qui devrait

faire passer le dictateur pour un démocrate, un pays dévasté pour un pays construit (avec la diffusion télévisée de quelques images du centre de Damas), un peuple torturé, déplacé, réfugié, meurtri, affamé, pour un ensemble d'électeurs réjouis ! Une mystification que peu de dictatures – de Hitler à Staline – n'ont égalée.

L'histoire nous a enseigné que ce genre de crime camouflé doit être dénoncé et montré pour ce qu'il est : la forfaiture d'un dictateur gangster.

Dès lors, venez nombreux vous joindre à nous, ce 3 juin 2014, pour affirmer haut et fort que la révolution syrienne continuera jusqu'à la chute de cette dictature sanguinaire et que la Syrie s'acheminera vers un Etat démocratique qui respecte les droits de toutes les Syriennes et de tous les Syriens quelles que soient leurs appartenances communautaires, ethniques ou politiques.

Comment organiser une élection présidentielle démocratique jouée d'avance ?

« Le résultat de l'élection présidentielle qui se déroulera en Syrie le 3 juin est déjà connu.

En dépit du bilan plus que calamiteux de la deuxième partie de son second mandat qui a débuté en 2007 Bachar al-Assad sera réélu.

S'il daigne faire campagne, il mettra en avant les slogans qu'il se plaît à ressasser alors qu'ils ne convainquent plus guère que deux catégories de personnes : ses adorateurs inconditionnels, les menhebbakjis, qui ont montré que leur amour exclusif pour le chef de l'Etat, résumé dans la formule « Bachar ou nous brûlons le pays », pouvait les conduire aux pires atrocités ; et ceux qui, méprisant les aspirations à la liberté et à la dignité qui ont jeté les Syriens dans les rues en mars 2011, contribuent en Occident à accréditer l'idée que l'héritier de Hafez al-Assad reste un réformateur, un promoteur de la laïcité, un protecteur des minorités, un ennemi du terrorisme, un rempart contre le djihadisme, bref un moindre mal face à une montée du radicalisme religieux en Syrie délibérément exagérée... dont le président candidat est en réalité le premier responsable. »

(Ignace Leverrier, ancien diplomate, publié en date du 7 mai 2014 sur son blog *Un Œil sur la Syrie*)

Homs : une « victoire » d'Assad payée par le peuple syrien

« C'est une victoire symbolique très forte pour Bachar al-Assad, mais c'est un champ de ruines que reconquiert Bachar al-Assad, une ville qui a subi des années de pilonnage et de bombardements. Il faut savoir que les résistants ne contrôlaient qu'un périmètre de 2 kilomètres carrés sur les 40 de la ville. Il est hallucinant qu'une armée aussi dotée en armements russes et aussi assistée en conseillers iraniens et en combattants chiites du Hezbollah libanais ait pris autant de temps pour arriver à ce résultat, obtenu par les armes et par la faim. Ce n'est pas une victoire dans les règles de « l'art militaire », c'est un affamement systématique de combattants qui sortent en larmes. Ils sont sous-alimentés. Certains d'entre eux ne supportent même pas les premiers légumes qu'on leur donne à manger, ils doivent attendre plusieurs jours avant de pouvoir se sustenter de nourritures plus substantielles. Effectivement, comme toujours avec Bachar al-Assad, c'est une victoire à la Pyrrhus dont le peuple syrien paie

le prix. » (Par Jean-Pierre Filiu, le 9 mai 2014, sur *France Culture*. Jean-Pierre Filiu est professeur des universités à Science Po Paris. Son dernier ouvrage : *Je vous écris d'Alep. Au cœur de la Syrie en révolution*, Denoël, novembre 2013)

François Burgat, auteur de *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Ed. La Découverte.

« Depuis l'arrivée au pouvoir du clan Assad, jamais une élection, ni locale ni a fortiori "présidentielle" n'a le moins du monde affecté le rapport de force au sein de l'Etat ; ni même permis à une opposition crédible ne serait-ce que d'énoncer publiquement ses exigences.

Il est parfaitement malséant de considérer qu'il pourrait, le 3 juin prochain, en être autrement. Toutes celles et tous ceux qui, de bonne foi, entendent aider la population syrienne, la région et le monde, à sortir d'une guerre meurtrière ne sauraient donc considérer l'épisode électoral de la communication du dictateur syrien pour autre chose que ce qu'il est : une mascarade indécente. » (28 mai 2014)

Organisé par : FemmeS pour la Démocratie, Zürich Coordination Committee, Campagne #Non, Campagne #Eléctions du Sang, Campagne #SOS Syria, Forum politique Saba Barada, Mouvement de la jeunesse de la future Syrie.

Soutenu par : Mouvement pour socialisme (MPS), solidaritéS.